

Présentation

La dépense intérieure d'éducation (DIE) s'élève, en 2005, à 117,9 milliards d'euros. Elle a plus que doublé depuis 1975 (en prix constants), avec un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 2,5 %. Durant la même période, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 99 %, soit de 2,3 % en moyenne par an.

En 1975, la dépense intérieure d'éducation représentait 6,5 % du PIB, cette part atteint 6,9 % du PIB en 2005 [1].

De 1975 à 1989, la DIE évolue globalement quasiment au même rythme que le PIB (en moyenne, en prix constants, de 2,8 % par an). De 1990 à 1995, la DIE croît nettement plus vite que le PIB (environ + 1,5 % en moyenne annuelle pour le PIB et + 4,4 % pour la DIE). Ainsi, la part de la DIE au sein du PIB atteint 7,6 % en 1995. Depuis, la tendance s'est inversée, le PIB augmentant plus rapidement que la DIE (de 1995 à 2005, en moyenne + 2,1 % pour le PIB et + 1,1 % pour la DIE).

Entre 1975 et 2005, la part du ministère de l'Éducation nationale dans le financement de la DIE baisse, de 59,8 % en 1975 à 53,8 % en 2005. Les lois de décentralisation ont transféré aux collectivités locales de nombreuses compétences dans les domaines du transport scolaire, du fonctionnement et de l'équipement des établissements du second degré : leur part dans le financement de la DIE croît, en conséquence, de 9 points (de 13,8 % en 1975 à 22,8 % en 2005) [1] [2].

Le tableau [3] présente l'évolution de la structure de la DIE par niveau. Dans un premier temps, la part consacrée à l'enseignement du premier degré décroît pour atteindre 26,1 % en 2002, puis remonte depuis jusqu'à 27,2 % en 2005, en accompagnant une légère remontée des effectifs. À l'inverse, la part du second degré qui a augmenté de 1,3 point de 1975 à 1985, période où l'accès à l'enseignement secondaire se généralise, a tendance à baisser depuis 2001.

La part consacrée à l'enseignement supérieur croît de façon continue sur la période (14,2 % en 1975 à 17,5 % en 2005), alors que durant cette période les effectifs d'étudiants ont plus que doublé.

Définitions

■ **Financier final.** Dernier financier. Par exemple lorsqu'une collectivité territoriale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée à cette collectivité territoriale, dernier financier. Les dépenses attribuées à l'État ne prennent pas en compte cette subvention.

De même, les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre financeurs. Elles sont affectées au financier ménage et non aux financeurs État ou collectivités territoriales.

Si, par contre, on choisit d'affecter, dans le premier cas, la subvention au financier collectivités territoriales ou, dans le second cas, au financier État, alors on parle de financier initial (avant transfert).

■ **Évaluation aux prix de 2005.** Estimations utilisées afin de corriger l'effet de l'inflation, permettant ainsi de suivre l'évolution "en volume" des dépenses d'éducation.

→ Pour en savoir plus

Publications

- Notes d'Information, 95.30, 96.30, 97.35, 98.32, 99.37, 00.38, 01.49, 02.51, 05.05, 05.39, 06.28.
- "Le compte de l'éducation", les dossiers d'Éducation et formations, n° 118, décembre 2000 (années 1996 à 1999), n° 125, novembre 2001 (années 1997 à 2000), n° 140, décembre 2002 (années 1998 à 2001), MEN-Direction de l'évaluation et de la prospective.
- "Le compte de l'éducation – Principes et méthodes".

Sources : Compte provisoire de l'éducation pour 2005.

L'évolution de la dépense intérieure d'éducation

[1] Évolution de la dépense intérieure d'éducation par unité de financement de 1975 à 2005 (1) Dépenses totales par financeurs finals (millions d'euros, prix courants) (France métropolitaine + DOM)

	1975	1985	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Éducation nationale	9 038	29 773	50 096	58 382	59 654	61 881	62 290	63 100	63 495
Autres ministères (2)	1 292	3 385	5 683	5 729	5 918	6 325	6 103	6 133	6 127
Collectivités territoriales	2 081	7 648	19 167	22 793	22 717	22 978	24 428	25 546	26 926
Autres administrations publiques	45	407	927	769	799	893	974	1 013	1 044
Entreprises	736	2 834	4 892	5 721	5 864	7 324	7 070	7 223	7 461
Ménages	1 909	6 683	10 514	11 961	12 275	12 466	12 322	12 596	12 875
Total général (euros courants)	15 102	50 729	91 278	105 354	107 227	111 867	113 187	115 610	117 928
Total général (euros constants) (estimation aux prix 2005)	55 691	74 978	105 662	116 062	115 831	118 034	117 120	117 769	117 928
% du PIB	6,5	6,7	7,6	7,3	7,2	7,2	7,1	7,0	6,9

(1) Évaluations provisoires pour les années 2004 et 2005. (2) Y compris le reste du monde (Union européenne et autres pays étrangers).

[2] Évolution de la structure du financement de l'éducation par unité de financement de 1975 à 2005 (1) - Dépenses totales par financeurs finals (%) (France métropolitaine + DOM)

	1975	1985	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Éducation nationale	59,8	58,7	54,9	55,4	55,6	55,3	55,0	54,6	53,8
Autres ministères (2)	8,6	6,7	6,2	5,4	5,5	5,7	5,4	5,3	5,2
Collectivités territoriales	13,8	15,1	21,0	21,6	21,2	20,5	21,6	22,1	22,8
Autres administrations publiques	0,3	0,8	1,0	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9
Entreprises	4,9	5,6	5,4	5,4	5,5	6,5	6,2	6,2	6,3
Ménages	12,6	13,2	11,5	11,4	11,4	11,1	10,9	10,9	10,9
Total général	100,0								

(1) Évaluations provisoires pour les années 2004 et 2005. (2) Y compris le reste du monde (Union européenne et autres pays étrangers).

[3] Évolution de la dépense intérieure d'éducation par niveau d'enseignement de 1975 à 2005 (1) (millions d'euros prix courants) (France métropolitaine + DOM)

Niveaux d'enseignement	1975	1985	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Premier degré	4 603	13 927	24 345	28 429	28 775	29 237	30 458	31 354	32 086
Second degré	6 618	22 879	41 187	47 878	48 851	50 787	50 996	51 748	52 515
Supérieur	2 145	7 966	15 381	17 717	18 058	18 985	19 483	20 095	20 592
Formation continue	1 556	5 353	9 278	10 102	10 301	11 525	10 305	10 520	10 786
Non ventilé	180	604	1 087	1 228	1 242	1 333	1 845	1 893	1 949
Total général	15 102	50 729	91 278	105 354	107 227	111 867	113 087	115 610	117 928

(1) Évaluations provisoires pour les années 2004 et 2005.

[4] Évolution de la dépense intérieure d'éducation et de sa part dans le PIB de 1980 à 2005 (France métropolitaine + DOM)

